

2026-09-24-05 : Lancement de l'élaboration du Plan Intercommunal de Sauvegarde (PICS)

L'an deux mille vingt six, le vingt quatre septembre à 19 heures 30, en application des articles L.5211-2 et L. 5211-11 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), s'est réuni le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes des Vallées du Haut-Anjou, sous la Présidence de Monsieur Nooruddine Muhammad, Président.

Département de Maine-et-Loire

Arrondissement de Segré-en-Anjou-Bleu

Membres en exercice :48
Membres présents :36
Pouvoirs :8
Quorum :25
Votants :44
Votes pour :44
Votes contre :0
Abstention :0
Date de convocation : 18/09/2026
Date d'affichage : 5 OCT. 2026

Étaient présents :

Pierre-Pascal BIGOT, Nicolas GUYOT, Gaëlle TROTTIER, Jean PAGIS, Jacqueline COTTIER, Liliane COURTIN, Marie-Josèphe BOUÉ, Yamina RIOU, Claudia MOISSON, Jérôme GUYOT, Pascal CRUBLEAU, Frédérique LEHON, Juanita FOUCHER, Vincent REBILLARD, Bénédicte ANGLES, Jérôme DELOIRE, Etienne GLÉMOT, Vincent VIGNAIS, Amélie PAQUEREAU, Arnaud GUEUDET, Nooruddine MUHAMMAD, Rodolphe BORDRON, Anne BORDRON, Véronique LANGLAIS, Marie-Laure TEMPLÉ, Jean-Pierre BOISIAUD, Alain CHOLLET, Rachel SANTENAC, Brigitte OLIGNON, Emmanuel CHARLES, Joël ESNAULT, Maryse GUEMAS, Christelle LAHAYE, Catherine BELLANGER-LAMARCHE, Jean-Pierre BRU, Mireille POILANE

Étaient excusés :

Claire VIAL, Laura CLEMENT, Steeve CHAILLOUX, Bastian GENTE, Jean-François PERDRIAU, Nelly GUERIN, Antoine MICHEL, Marina GATE, Jacques MATHIEU, Jean-Yves CHATILLON, Christophe SAISON, Gilles HAMON

Pouvoirs :

Laura CLÉMENT donne pouvoir à Nicolas GUYOT, Steeve CHAILLOUX donne pouvoir à Claudia MOISSON, Bastian GENTE donne pouvoir à Liliane COURTIN, Jean-François PERDRIAU donne pouvoir à Jean-Pierre BOISIAUD, Nelly GUÉRIN donne pouvoir à Emmanuel CHARLES, Antoine MICHEL donne pouvoir à Christelle LAHAYE, Marina GATÉ donne pouvoir à Mireille POILANE, Jacques MATHIEU donne pouvoir à Jean-Pierre BRU

Secrétaire de séance : Jean PAGIS

Accusé de réception en préfecture
049-200071868-20260924-2026-09-24-05-DE
Date de réception préfecture : 05/10/2026

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,

SUR proposition du Président ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L.731-4 et L.731-5 ;

VU la loi n° 2021-1520 du 25 novembre 2021 dite « loi Matras » ;

VU le décret n° 2022-907 du 20 juin 2022 relatif au plan communal et intercommunal de sauvegarde ;

VU les statuts de la Communauté de Communes des Vallées du Haut-Anjou ;

VU l'axe 4.1 du projet de territoire « Renforcer les coopérations entre les communes et la Communauté de communes »

VU l'engagement de la labellisation Lucie 26000 « PA 2 : Garantir les conditions d'une gouvernance responsable »

CONSIDÉRANT que la loi n° 2021-1520 du 25 novembre 2021 dite « loi Matras » rend obligatoire l'élaboration d'un PICS dès lors qu'au moins une commune membre d'un EPCI est soumise à l'obligation de mettre en œuvre un Plan Communal de Sauvegarde (PCS) ;

CONSIDÉRANT que le territoire de la CCVHA est exposée à une diversité de risques naturels, technologiques, sanitaires et anthropiques : inondations (PPRI), ruissellements, incendies, effondrements et mouvements de terrain, risques liés aux réseaux et transports de matières dangereuses ainsi qu'aux événements climatiques extrêmes ;

CONSIDÉRANT que la CCVHA est soumise à l'obligation de réaliser un PICS pour organiser la mobilisation des capacités intercommunales au profit des communes, la mutualisation des moyens communaux ainsi que la continuité et le rétablissement des compétences et services communautaires ;

CONSIDÉRANT que la CCVHA recourt à un bureau d'études spécialisé dans l'élaboration de PICS ; que ce bureau d'études doit travailler à la construction d'un PICS opérationnel, partagé et adapté à son territoire, en associant les élus, services communautaires et municipaux et partenaires de la sécurité civile ;

CONSIDÉRANT que ce plan comprendra notamment les documents suivants : un diagnostic des risques et des enjeux à l'échelle du territoire intercommunal, un recensement des moyens de l'EPCI et des communes membres, un organigramme de la cellule de crise intercommunale, des protocoles (fiches réflexes / actions) et un annuaire de gestion de crise ;

Accusé de réception en préfecture
049-200071868-20260924-2026-09-24-05-DE
Date de réception préfecture : 05/10/2026

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes dans les deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au Représentant de l'État dans le Département.

CONSIDÉRANT que les étapes de son élaboration sont, dans un premier temps, la fourniture d'un « kit minimal » de gestion de crise, conformément aux attentes de la Préfecture pour la date butoir du 16 novembre 2026 puis, dans un second temps, une phase de test du PICS formalisé à travers la réalisation d'un exercice de crise programmé dans le cadre de la « journée nationale de la résilience » le 13 octobre 2027 ;

CONSIDÉRANT que la réglementation prévoit enfin que le PICS soit révisé et testé tous les 5 ans ou bien lorsqu'une commune membre de l'EPCI se dote d'un PCS ;

ENTENDU l'exposé de Monsieur BRU, rapporteur,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, à l'unanimité, décide :

- **D'engager la procédure d'élaboration du Plan Intercommunale de Sauvegarde (PICS) en étroite collaboration avec les communes qui restent compétentes en matière de gestion des opérations de secours et les partenaires de la sécurité civile ;**
- **D'autoriser le Président ou son représentant à signer tout document utile à l'application de la présente délibération.**

Pour extrait conforme au registre

Fait et délibéré en séance
le 24 septembre 2026
au Lion d'Angers,

Nooruddine Muhammad

Jean Pagis

Secrétaire de Séance



Président

